



Inter-Governmental Action Group against Money Laundering in West Africa
Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
Grupo Inter Governamental de Acção contra o Branqueamento de Dinheiro em África Ocidental

Atelier national pour l'élaboration d'une stratégie nationale de LBC/FT au Cap-Vert

Le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), en partenariat avec le Ministère de l'Economie et des Finances du Cap-Vert, organise du 18 au 20 octobre 2010 à Praia, un atelier pour l'élaboration d'une stratégie nationale de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT). L'objectif de cet atelier est de réunir toutes les parties prenantes impliquées dans la création et le fonctionnement du cadre LBC/FT pour débattre des principales problématiques et priorités relatives à l'élaboration d'un document de stratégie nationale en matière de LBC/FT pour le Cap-Vert.

La stratégie LBC/FT permet au pays bénéficiaire, sur la base d'une autoévaluation de son système, d'identifier et de dresser la liste des lacunes existantes, afin de proposer des améliorations à mettre en œuvre à court et moyen terme, avec l'implication effective de toutes les parties prenantes dans le processus national de prévention et de répression de la finance criminelle.

Le document de stratégie nationale est une feuille de route pour les autorités et leurs partenaires afin d'appuyer, d'orienter et/ou d'évaluer des actions spécifiques mises en œuvre dans le cadre de la politique de LBC/FT en vigueur dans le pays. Son adoption devrait permettre non seulement une meilleure répartition des rôles entre les parties prenantes, mais également d'encourager une plus grande responsabilité redditionnelle de leur part, ce qui suppose leur implication effective.

Les objectifs de la stratégie nationale de LBC/FT pour le Cap-Vert sont, entre autres, de stimuler l'engagement du Cap-Vert à prévenir et détecter durablement le BC/FT, notamment en procédant à des analyses, enquêtes, suivi de l'environnement LBC/FT et des infractions sous-jacentes; d'identifier les principaux acteurs nationaux et des partenaires de la mise en œuvre du plan d'action stratégique national de LBC/FT; de répertorier et d'assigner des rôles et responsabilités aux principaux acteurs et partenaires; de mettre sur pied un plan d'action stratégique avec une priorisation des actions de mise en œuvre; etc.

Le Cap-Vert a été soumis à une Evaluation Mutuelle en 2007 par une équipe du Fonds Monétaire International (FMI) et du GIABA. Le Rapport d'Evaluation Mutuelle (REM) a été adopté par le GIABA en 2008 lors de la Plénière de Ouagadougou (Burkina Faso). A la réunion plénière du GIABA en novembre 2009 à Freetown (Sierra Leone), le pays a présenté son premier rapport de suivi. Parmi les recommandations préconisées dans le REM du Cap-Vert figure l'urgente nécessité d'élaborer une stratégie nationale de LBC/FT.

L'atelier devrait, pour ce faire, motiver les autorités gouvernementales à nommer les membres du Comité interministériel et assurer son fonctionnement effectif. A l'issue de cet atelier, on s'attend à un changement qualitatif de la politique de LBC/FT du Cap-Vert, qui tiendrait compte des nouvelles menaces auxquelles le pays est exposé, notamment l'amplification tendancielle du terrorisme et du trafic de drogues.

L'atelier réunira trente participants venant des secteurs public et privé. Il s'agit, entre autres, des représentants des institutions douanière et judiciaire, du Ministère des Affaires Etrangères, de la police et de la gendarmerie, des Entreprises et Professions Non Financières Désignées (EPNFD), des ONG et autres représentants de la société civile, etc.

En termes de résultats attendus, le Cap-Vert devrait être en mesure de perfectionner son cadre législatif et opérationnel, disposer de capacités techniques renforcées dans la lutte contre le BC/FT, renforcer la coopération nationale, mettre en œuvre et faire le suivi effectif des mesures de LBC/FT.